

alternatives

LE JOURNAL

VOL.11 • NO.7 / AVRIL 2005

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

PHOTO © JOSÉE LAMBERT

Retrait syrien du Liban Que fera le Hezbollah ?

Le 24 mars les enquêteurs ont remis leurs conclusions sur l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri. Mais ils ne sont toujours pas prêts de démêler l'écheveau des responsabilités.

Si les enquêteurs cherchent « à qui profite le crime », alors la liste est longue, des seigneurs de la guerre et des partis locaux jusqu'à Georges Bush qui voit ses projets de « démocratisation » du Moyen-Orient légitimés par la mobilisation populaire qui a suivi. À l'inverse la Syrie, dont le nom a pourtant été immédiatement sur les lèvres dans tout Beyrouth, subit de plein fouet les conséquences de l'attentat. Elle affronte la réaction conjuguée de l'opposition libanaise et des puissances internationales – États-Unis et France en tête (pour une fois d'accord). Sans attendre la négociation avec Roed-Larsen, l'envoyé spécial de Kofi Annan, le président syrien, Bachar al-Assad, doit accepter de replier son armée dans l'Est du Liban, puis de retirer les soldats et les agents du renseignement syriens. Mais il rappelle la position qui est la sienne et celle de son protégé, le président libanais Emile Lahoud : sans prise en charge de la sécurité par l'armée libanaise réorganisée par la Syrie, le Liban est menacé d'un retour à la guerre civile.

Les manifestations « souverainistes », autour de la tombe de Rafic Hariri et sur la place voisine des Martyrs au centre de Beyrouth, grossissent de semaine en semaine (les Libanais de chaque camp se comptent, faute de recensement officiel). Mais, au-delà d'une réprobation unanime du crime et du rejet de l'emprise des services de sécurité sur la vie politique, ces manifestations dissimulent mal la grande diversité des objectifs au sein de la coalition des opposants libanais.

Au-delà d'une réprobation unanime du crime et du rejet de l'emprise des services de sécurité sur la vie politique, les récentes manifestations dissimulent mal la grande diversité des objectifs au sein de la coalition des opposants libanais.

der communautaire d'envergure qui défende leurs intérêts sur la scène nationale, en particulier lors des législatives de mai prochain.

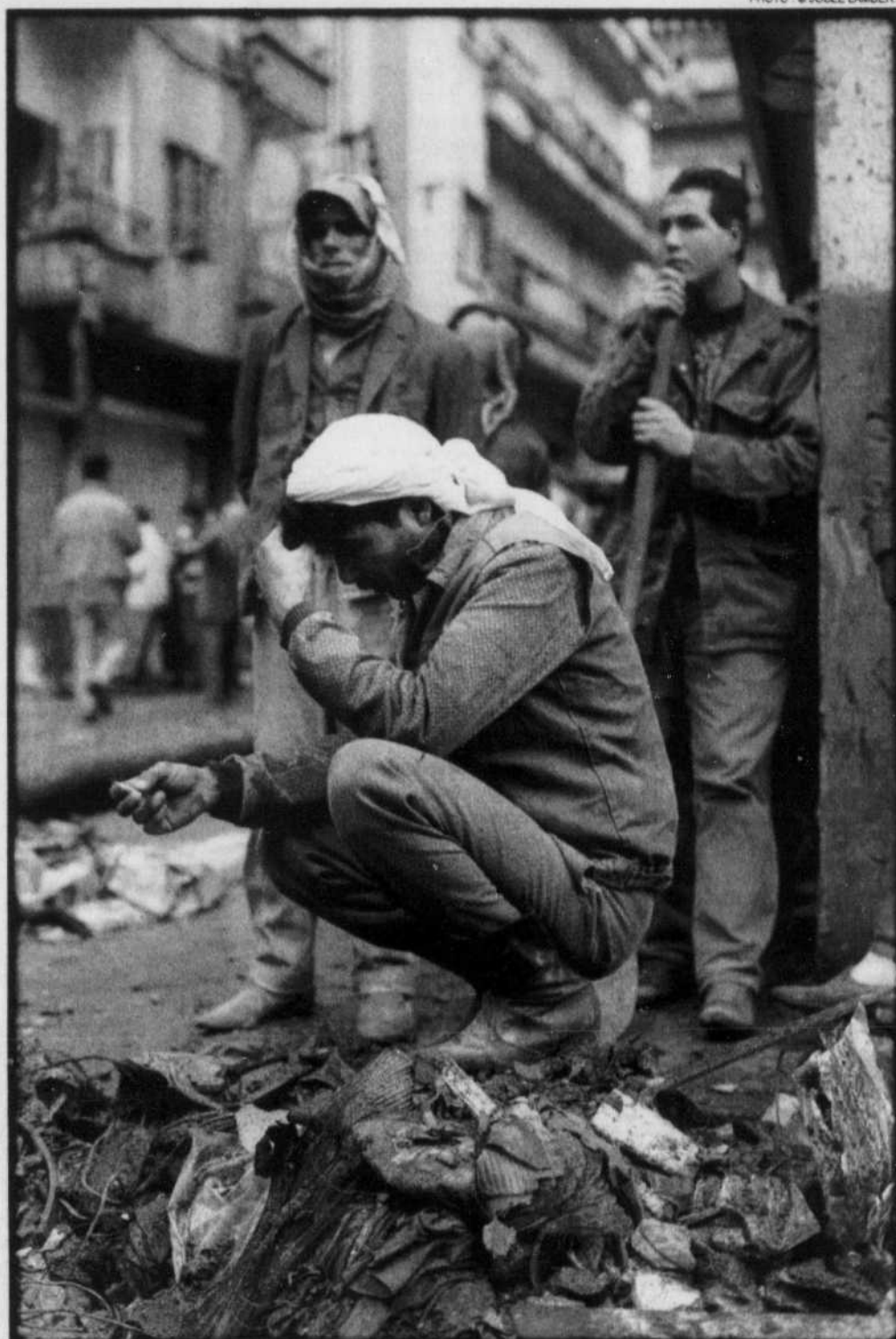
L'absence des partis chiites dans ces manifestations n'en est que plus remarquable. Et plus impressionnantes les démonstrations organisées par le Hezbollah dans la banlieue Sud de Beyrouth pour la commémoration religieuse de la fête de Achoura, le 19 février, puis au centre-ville, « en remerciement à la Syrie » le 8 mars (date anniversaire de la fondation du parti Baath). Ce sont des centaines de milliers de personnes qui défilent dans les rues, dans une discipline impeccable, tandis que Hassan Nasrallah, secrétaire général du parti depuis déjà 13 ans, harangue cette foule avec la fermeté de qui se sent en position de force.

Les forces du Hezbollah

De forces, Hezbollah n'en manque certainement pas. Celle du nombre d'abord puisqu'il est de loin (devant Amal, devant les partis laïcs et les leaders traditionnels) le premier parti de la communauté confessionnelle la plus nombreuse (entre 30 % et 40 % des quelque 4,5 millions d'habitants du Liban selon les estimations). Celle de la légitimité parlementaire puisque le « Parti de Dieu », qui a participé aux compétitions électorales depuis 1992, compte le bloc de députés le plus important (13 sur 128). Celle d'avoir mené seul la lutte contre l'occupation du Liban Sud

et d'avoir bouté l'armée israélienne hors du Liban en mai 2000, tandis que l'armée libanaise (ainsi que l'armée syrienne) était cantonnée à des tâches policières sur la scène intérieure. À l'origine « révolution islamique », le Hezbollah a acquis le statut de « résistance nationale » et jouit de l'admiration, et sans doute de la crainte, des autres communautés libanaises. Après que les États-Unis, suivis du Canada et de l'Australie, l'ait mis sur la liste des mouvements terroristes et que le secrétaire d'État adjoint, Richard Armitage, l'ait qualifié de « team A » du terrorisme international (devant al-Qaïda, « team B »), Washington

Beyrouth, quelques instants après l'explosion d'une voiture piégée. Une scène de la vie quotidienne durant les 15 années qu'aura duré la guerre civile libanaise. Depuis l'assassinat du premier ministre Hariri, des attentats du même genre ont de nouveau été perpétrés.



reconnait aujourd'hui, comme les Européens, que son désarmement immédiat, réclamé par la résolution 1559 du Conseil de sécurité, ne sera pas facile. Pire, qu'il faut s'attendre à une résistance du Hezbollah à cette demande, au risque d'une déstabilisation générale de la scène libanaise, si bien que ce désarmement n'est peut-être pas souhaitable.

S'ajoute le fait que le Hezbollah constitue le vecteur de la politique chiite de l'Iran au Proche-Orient depuis que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP — majoritairement sunnite) a été chassée du Liban par les Israéliens en 1982. Aujourd'hui que les élections irakiennes ont donné la majorité presque absolue aux chiites, cette politique régionale de l'Iran est plus que jamais à l'ordre du jour. Et en même temps qu'une carte aux mains de l'Iran, le Hezbollah était le dernier « atout de la Syrie » dans sa négociation avec Israël, comme l'a fait remarquer avec justesse son secrétaire général adjoint, Naim Qassem. Autant de motifs de négocier chèrement sa place sur la scène

libanaise en recomposition après un retrait syrien.

« Sphère musulmane »

Que veut Hezbollah ? Il serait erroné de penser qu'il lui suffirait de suspendre toute activité militaire, de ramener à la vie civile ou d'intégrer dans l'armée libanaise ses quelque 2000 combattants, et de troquer ses *katyusha* contre des sièges au Parlement, voire au gouvernement. De même, il est simpliste de dire que le Hezbollah est composé d'une aile militaire et d'une aile civile, que la première n'a cessé de diminuer au cours de la décennie 1990 au profit de la seconde, et que le retrait israélien du Liban Sud en mai 2000 a marqué le tournant décisif de sa démilitarisation.

Il est vrai que l'engagement du Hezbollah sur des scènes extérieures, par exemple son aide à Hamas et au Jihad palestinien, est actuellement bridé par la conjoncture régionale. Mais au Liban même, ses ambitions sont grandes, et légitimes. Il se contentera difficilement

d'une participation, même accrue, au partage du pouvoir entre communautés religieuses. Ce qu'il vise, c'est une transformation de l'ensemble de la communauté chiite en une « sphère musulmane ». Pour cela, la résistance armée est un pilier aussi indispensable que ses nombreuses et efficaces institutions caritatives, éducatives et culturelles. Cette « contre-société », pour reprendre une formule jadis appliquée au Parti communiste français, pèsera lourd dans les équilibres fragiles du système libanais, vis-à-vis des communautés chrétiennes et sunnites divisées et moins nombreuses, face à des druzes très mobilisés, mais marginalisés.

Alors en quels termes et à partir de quel rapport de forces le Hezbollah négociera-t-il la réforme du système politique libanais ?

ELISABETH PICARD

L'auteure est chercheuse à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman de la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme, à Aix-en-Provence.

Repères Liban

Le Liban est un pays du Proche-Orient. D'une superficie de 10 400 kilomètres carrés, il est délimité à l'ouest par la mer Méditerranée, à l'est par la Syrie et au sud par Israël. Sa capitale est Beyrouth. L'arabe est la langue officielle et la seconde langue, le français, est comprise de plus de la moitié de la population.

Le Liban compte presque 4 millions d'habitants, dont une très forte proportion d'immigrants syriens (1 million) et une présence palestinienne de 500 000 habitants. La population est musulmane et chrétienne.

Quelques dates :

- 1943 : Le Liban obtient son indépendance de la France et ses dirigeants concluent un pacte national partageant le pouvoir entre maronites et sunnites.
- 1945 : Le Liban adhère à la Ligue arabe.
- 1958 : L'insurrection qui oppose les partisans et adversaires de l'adhésion du Liban à la République arabe unie (union de l'Égypte et de la Syrie) amène le président Camille Chamoun à demander l'intervention des troupes américaines.
- 1969 : Les accords du Caire légalisent la présence palestinienne armée au Sud.
- 1970 : Le Liban devient le dernier bastion palestinien, cible des raids israéliens.

23 avril 1975 : Les attaques israéliennes s'accroissent, elles exacerbent les tensions et divisent le pays ; la guerre civile éclate, opposant chrétiens et palestiniens, puis chrétiens et musulmans alliés aux palestiniens.

1976 : La Syrie intervient à la demande du président S. Franglé. Des milliers de chrétiens sont massacrés et déplacés de plusieurs villages du Sud du Liban par les milices palestiniennes et leurs alliés.

1978 : L'armée syrienne se retourne contre les phalangistes chrétiens. Israël envahit le Sud du Liban, créant une « zone de sécurité » et l'occupe jusqu'en 1993.

1982 : L'armée israélienne envahit le Liban, investit la capitale, y chasse les forces armées palestiniennes et livre les camps palestiniens de Sabra et Chatila, désarmés, à certains éléments des milices phalangistes.

1990 : L'accord de Taïf met fin à la guerre. Bien que l'indépendance du Liban est reconnue, le traité consacre la présence militaire syrienne. Depuis 1990,



le Liban est sous forte influence syrienne, qui régit dans une large mesure les affaires administratives et politiques du pays.

1992 : Rafic Hariri est élu premier ministre, puis réélu en 2000.

2000 : En mai, l'armée israélienne d'occupation est chassée du Sud du Liban par les combattants du Hezbollah, la milice chiite.

2004 : La résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies appelle au retrait des troupes syriennes, fortes de 16 000 hommes. Elle exige également que les activités militaires de Hezbollah cessent.

14 février 2005 : L'ancien premier ministre Hariri est assassiné. L'implication de la Syrie est soupçonnée mais ni la France ni les États-Unis ne la mettent explicitement en cause. L'événement fait renaitre un nationalisme libanais et des centaines de milliers de manifestants descendent dans la rue pour appeler à l'indépendance réelle.

28 février 2005 : Le premier ministre pro-syrien Omar Karamé démissionne.

8 mars 2005 : Le Hezbollah et les autres partis pro-syriens organisent une contre-manifestation de plus de 400 000 personnes.

15 mars 2005 : Près d'un million de personnes manifestent dans les rues de Beyrouth et exigent la vérité sur l'assassinat de Hariri. Il s'agit du plus grand rassemblement jamais vu au Liban.

Miriam Fahmy



Le roi Gyanendra et la destruction de la démocratie au Népal

Le 1^{er} février 2005, le roi Gyanendra du Népal a usurpé tous les pouvoirs exécutifs de l'État en proclamant l'état d'urgence. Il justifie sa proclamation par l'échec des partis politiques à adopter une approche unifiée contre le terrorisme, leur incapacité à tenir des élections à temps et leur trahison des aspirations de justice sociale, politique et économique du peuple. Or, ce sont les manipulations monarchiques qui ont directement contribué aux échecs du système multipartite.

Le pouvoir politique obtenu par les partis en 1990, en vertu de la politique de « réconciliation nationale avec le palais », a été partiel, et rapidement corrompu. Des éléments plus radicaux au sein du processus politique, les maoïstes, ont vite été désillusionnés et ont adopté la voie de la « guerre du peuple ». Ayant débuté dans la région montagneuse du centre ouest du pays, là où les gens vivaient dans des conditions de pauvreté et de privation abyssales de tous les droits humains fondamentaux. La « guerre du peuple » s'est généralisée et est devenue implacable.

La réaction militaire de l'État népalais, inspirée par « la guerre planétaire au terrorisme », son échec à s'engager sur la voie de la conciliation grâce à un dialogue honnête sur la réforme politique, la mainmise de Gyanendra sur le royaume, à la suite du massacre royal du 1^{er} juin 2001, n'ont réussi qu'à donner des munitions au conflit.

Le 19 juillet 2001, le premier ministre Koirala démissionne, un peu plus de six semaines après le couronnement de Gyanendra, reconnaissant ainsi son incapacité à faire échec au soulèvement, même militairement. Sher Bahadur Deuba le remplace et annonce une trêve avec les maoïstes. Le cessez-le-feu et la tentative de pourparlers de paix ont rapidement échoué en raison du refus du gouvernement de discuter des réformes importantes, telle l'élection d'une assemblée constituante qui réécrirait une nouvelle Constitution pour le pays.

Le 4 octobre 2002, le roi Gyanendra fait son premier geste direct pour s'approprier la direction du pays en vertu de l'article 127 de la Constitution qui lui permet de « donner les ordres nécessaires » à l'élimination de « toute difficulté » « en lien avec la mise en application de la Constitution ». Sous ce prétexte, le roi montre la porte au gouvernement Deuba, assume l'ensemble du pouvoir exécutif et nomme son propre cabinet ainsi qu'un premier ministre pour diriger l'administration.

En janvier 2003 une entente de cessez-le-feu est conclue avec les maoïstes. Des négociations ouvertes ont lieu au cours des sept mois suivants. Les pourparlers de paix sont rompus en août 2003 alors que les maoïstes refusent d'abandonner leur demande d'assemblée constituante et que le gouvernement tente de détruire leur organisation militairement, même si les négociations ne sont pas encore rompues. Le massacre de 19 sympathisants maoïstes par l'Armée royale le 17 août 2003, à Doramba, alors même que les représentants du gouvernement et les leaders maoïstes discutent de la paix à Dang, a été documenté de façon exhaustive par la Commission nationale des droits de l'homme du Népal et d'autres organismes internationaux de défense des droits humains. L'incident est un parfait exemple de la brutalité, du manquement aux règles et de l'impunité totale avec lesquels le régime népalais tente de mettre un terme à l'agitation sociale.

Enfin, le 2 juin 2004, sous la pression des démonstrations anti-répression organisées conjointement par cinq partis politiques, le roi nomme de nouveau Sher Bahadur Thapa au poste de premier ministre d'un gouvernement multipartite, promettant des pourparlers de paix avec les maoïstes et des élections dans les meilleurs délais. Les promesses n'ont pas été tenues.

Graves violations de droits humains

Les violations des droits humains ainsi que les atrocités comme des exécutions sommaires, des disparitions forcées, de la torture en détention, des détentions illégales et des enlèvements sont commises aussi bien par les forces de l'État que par les guérilleros maoïstes, et sont devenues endémiques et répandues. Six jours avant le coup d'État du 1^{er} février 2005, la haute commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Louise Arbour, résumait la situation en ces termes : « Un climat d'impunité prédomine dans ce pays, preuve que la primauté de la loi, élément fondamental de toute société, est érodée de façon inquiétante. » Selon le Groupe de travail sur les disparitions des Nations unies, c'est au Népal que l'on compterait le plus grand nombre de disparitions.

Deux cent vingt-sept personnes ont perdu la vie, principalement lors d'opérations armées dans le seul mois ayant suivi le coup d'État du 1^{er} février. L'utilisation de milices privées pour attaquer les villages considérés sympathiques aux maoïstes, comme cela a été le cas dans le district de Kapilbastu le 17 février, alors qu'une troupe lourdement armée de 1 000 hommes brûlait au moins 321 maisons, tuant et violant un grand nombre d'innocents au passage, annonce une nouvelle étape brutale des tactiques de contre-soulèvement qui menacent de transformer l'arrière-pays népalais en lieu de massacres. Des rapports indiquent également que l'État tente de créer des conditions de famine dans la région du centre ouest, bastion du soulèvement maoïste, en retenant les approvisionnements alimentaires essentiels. De telles tactiques visant à décimer la population insurgée ont été adoptées par l'Éthiopie entre 1983 et 1985 alors que des centaines de milliers de personnes sont mortes de faim, plus particulièrement dans les régions politiquement agitées de Tigary et de Wollo.

Des appels aux maoïstes demandant le respect des normes internationales du droit humanitaire et l'abandon de la violence pour se joindre au processus de dialogue et à la démocratie demeureront privés d'efficacité morale si la communauté internationale échoue à censurer et à freiner avec force la régression actuelle de la tyrannie monarchique dans une barbarie médiévale.

Tapan Bose

Les entreprises récupérées : le nouveau modèle argentin

« Occuper, résister, produire », un slogan qui en dit long.

En novembre 2004, une délégation de 100 travailleuses et travailleurs de Zanon, une fabrique de céramique « récupérée », des représentants de mouvements de travailleurs au chômage et de groupes de défense des droits ont parcouru 1200 kilomètres afin de dresser une tente devant la place du Congrès à Buenos Aires, la capitale, en signe de protestation. Rien n'est encore réglé, mais pendant ce temps, la production fonctionne à plein régime.

Leur histoire a commencé le 1^{er} octobre 2001, en plein marasme économique et juste avant la fameuse crise financière argentine qui a commencé en décembre. En prétextant une mauvaise productivité, les propriétaires de Zanon ont déserté la fabrique et mis à pied, du jour au lendemain, les 331 travailleurs. Persuadés que la situation se redresserait, quelque 260 de ces derniers ont décidé d'installer des tentes devant la fabrique et d'attendre qu'elle ouvre de nouveau ses portes. Mais rien de tel ne s'est produit. Après quelques mois d'attente, ils ont alors « récupéré » la fabrique et remis en marche la production. Une coopérative d'économie sociale venait d'être créée : FaSinPat (constitué de Fabrica Sin Patronos, qui signifie : Fabrique sans patrons).

En mars 2002, ils produisaient 10 000 mètres carrés de céramique. En septembre de la même année, la production atteignait 60 000 mètres carrés et 20 nouveaux emplois étaient créés. Depuis, la production de céramique et le nombre d'emplois n'ont cessé de croître et ce, sans contribution ni subvention de quelque nature que ce soit. En juin de l'année dernière, les ouvriers de Zanon ont enregistré une production de 350 000 mètres carrés de céramique, alors qu'un total de 170 nouveaux emplois ont été créés.

Les anciens travailleurs de la fabrique n'ont pas été les seuls bénéficiaires de cette récupération. Les emplois créés ont aussi été offerts à des travailleurs au chômage, à des travailleurs mapuche, à d'ex-travailleurs d'entreprises locales fermées pour les mêmes raisons, ainsi qu'aux citoyens des organisations communautaires locales fidèles à la cause des travailleurs. Une bonne partie de la production est destinée à des hôpitaux locaux, à des cuisines populaires et à des familles dans l'extrême nécessité. L'objectif ultime des travailleurs de Zanon serait de produire pour répondre aux besoins de la communauté grâce à un programme d'œuvres publiques.

Menacés d'expulsion

Durant les trois ans de gestion ouvrière, les travailleurs de Zanon ont été à maintes reprises menacés par ordre d'expulsion. En 2004, le gouvernement de la province de Neuquén les a défaits une nouvelle fois, en menaçant de déloger la fabrique et de retirer les équipements et la machinerie. Soudainement, les anciens propriétaires manifesteraient quelque intérêt à récupérer leur entreprise.



L'une des nombreuses manifestations rassemblant chômeurs, étudiants et syndicalistes, qui ont régulièrement lieu dans la capitale argentine, Buenos Aires, depuis la débâcle économique et financière de l'État en décembre 2001.

PHOTO: EDUARDO DI BAIJA/PC

Les principales revendications exprimées par les travailleurs de Zanon en novembre sont : le retrait de l'ordre d'expulsion ; la reconnaissance de la coopérative FaSinPat ; et l'adoption d'une loi prononçant l'expropriation définitive de Zanon de même que des autres entreprises et fabriques récupérées.

Une telle loi permettrait d'assurer la pérennité des acquis, le maintien des emplois et des droits des travailleurs, par le biais d'une administration ouvrière directe. Cette revendication est soutenue par le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER), une coalition d'organisations de plusieurs provinces qui rallient leurs efforts de solidarité pour exiger la reconnaissance du gouvernement.

Le MNER parle de l'occupation des fabriques comme d'une nouvelle forme

Les réseaux de troc, les cuisines collectives et les entreprises de micro crédit représentent une recherche d'alternatives au modèle néolibéral. Ces nouvelles formes de production ont un grand besoin de conditions économiques et politiques favorables pour être viables et engendrer une nouvelle économie qui sorte de la clandestinité et de l'informel.

de lutte contre le chômage, la faim et la misère. Indépendant de toute affiliation partisane, il soutient la nécessité de générer des liens de solidarité avec les revendications des secteurs populaires. Le MNER demande à l'État des politiques actives de formation, de crédit, de promotion et de soutien à l'ensemble de l'économie sociale et solidaire. Une pétition internationale circule afin d'appuyer les demandes

de Zanon qui représentent une « alternative extraordinaire, et un succès, au statu quo néolibéral qui ne doit pas être réprimé ou menacé : elle doit être célébrée, appuyée et exportée ! ».

L'éveil citoyen

Les occupations et initiatives locales visant l'appropriation des moyens de production existaient déjà en Argentine avant la crise de décembre 2001. Mais elles se sont considérablement accélérées et amplifiées à partir de ce moment. La crise financière et l'effondrement de l'État, sans précédent, ayant été caractérisé par le départ précipité des entrepreneurs, des investisseurs et la fermeture massive de plusieurs entreprises.

Au départ considérées comme transitoires et en réponse à un contexte particulier, ces expériences d'économie sociale et solidaire s'avèrent maintenant un réel modèle de production, de vie et d'organisation alternatif privilégié par plus de 10 000 travailleurs organisés dans 150 coopératives du pays et dont le nombre ne cesse de croître.

Ces nouvelles formes de production que sont les réseaux de troc, les cuisines collectives, les entreprises de micro crédit représentent une recherche d'alternatives au modèle néolibéral, qui a échoué. Elles ont aussi grand besoin de conditions économiques et politiques favorables pour être viables et engendrer une nouvelle économie qui sorte de la clandestinité et de l'informel.

Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement argentin est demeuré muet vis-à-vis des demandes des travailleurs. Pourtant, leur mouvement prend de l'ampleur et permet à des centaines de familles de vivre. Depuis peu, les travailleurs cherchent à consolider leurs actions au-delà des frontières nationales en mettant sur pied un mouvement latino-américain d'entreprises récupérées, une solidarité qui se veut apatride, et qui dévoile la dimension internationale de la crise argentine, et la vulnérabilité des pays qui optent pour des voies économiques néolibérales.

TANIA VACHON

La Tunisie ou l'envers du décor « démocratique »

Alors que le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) se tiendra à Tunis en novembre 2005, le gouvernement de Ben Ali resserre l'étau sur les internautes et les groupes de défense des droits. Imen Derouiche, militante pour les droits humains, invitée au Québec par la section francophone d'Amnistie internationale, nous parle de la Tunisie.



Imen Derouiche

Imen Derouiche a bien connu les prisons tunisiennes. À 24 ans, alors militante syndicale, elle se bat pour l'expulsion de la police universitaire, qui contrôle les allées et venues des étudiants. À la suite d'une grève pacifique, elle est arrêtée, puis emprisonnée avec 17 collègues. En Tunisie, il y a un « décor démocratique, alimenté par la mise en scène de syndicats et d'ONG. On tolère leur existence, sans plus ».

Dans un bâtiment situé au centre de Tunis, connu des tunisiens et bien à la vue des touristes, elle est torturée et violée : « Ici, la torture est institu-

tionnalisée. C'est une arme pour contrôler le peuple. » Après un an et quatre mois d'emprisonnement, dans le cadre d'un procès inique, on l'accuse d'être liée au Parti communiste tunisien. Au cours de ce procès, elle reconnaît un de ses agresseurs et dénoncera les viols dont elle a été victime. Une prise de parole qui fait mal à tous les échelons de la société et qui donnera lieu à des représailles contre ses proches.

Les pressions internationales mèneront à sa libération deux mois plus tard. Si en prison Imen s'est battue pour le droit à poursuivre ses études – elle obtiendra sa maîtrise en prison –, à sa sortie, elle n'aura de cesse de dénoncer l'hypocrisie du gouvernement. Elle amorce une tournée européenne, parrainée par Amnistie. C'est le militantisme qu'elle découvre en Europe qui la détourne de la violence et de l'amertume qu'elle ressent vis-à-vis de la complicité des gouvernements qui, pour des raisons économiques, maintiennent des relations cordiales avec des États qui ne respectent pas les droits humains. Imen se dit : « Je suis pas seule. » Le Réseau euroméditerranéen de la jeunesse citoyenne, à la fondation duquel elle participe, avec entre autres, son compagnon Noureddine, a pour objectif de créer un espace pour les jeunes de deux rives, qui permet de « ne pas voir uniquement la complicité entre les gouvernements, mais surtout de retenir la complicité avec d'autres jeunes ». Le Parlement européen leur décernera un prix et soutiendra cette initiative.

La campagne pour la libération des internautes des Zarzis

Le 6 juillet 2004, neuf jeunes désormais connus sous l'appellation des « internautes de Zarzis » étaient condamnés à des peines allant de 13 à 26 ans de prison. Leur délit ? Avoir visité des sites de fabrication de bombes. Sans preuves tangibles, ils sont accusés de terrorisme. Des jeunes pour la plupart au début de la vingtaine.

Pour Imen Derouiche, qui habite désormais Paris, la tenue du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Tunis est une aberration, que l'on doit par contre utiliser pour interpeller les politiciens sur le respect des droits humains. « C'est une insulte que d'aller célébrer ce sommet à Tunis au moment où des internautes sont des prisonniers d'opinion et emprisonnés. Ils vont célébrer quoi ? La dictature ? Ils vont insulter le peuple tunisien en célébrant des alliances économiques. » Reporters sans frontières s'indigne du même paradoxe : « Le président Ben Ali considère que si les Nations unies ont accepté d'organiser un sommet consacré au réseau [Internet] dans son pays, c'est que la communauté internationale approuve sa politique dans le domaine. Nous estimons au contraire que le modèle d'Internet prôné par la Tunisie, qui allie censure et répression, devrait être condamné par les

États attachés à la liberté d'expression. »

Imen a trouvé en cette cause son nouveau cheval de bataille. Elle constate que la jeunesse tunisienne est bien souvent la cible des autorités. Une jeunesse qui étouffe, sans travail, sans espace de discussion, avec un accès à l'information limité. Elle raconte : « Dans les cafés Internet, il y a un écriteau : "Il est interdit de visiter les sites interdits." Sans mention de ces sites interdits. » Pour elle, qui a connu les conditions de détention en Tunisie, il est urgent de dénoncer la situation. Sans quoi, « ces jeunes deviendront des victimes non politisées, des proies faciles aux manipulations ». Une récupération facile pour les islamistes. Ces jeunes se diront : « Il y a devant moi une dictature et derrière, rien. Des pays démocratiques soutiennent ces régimes totalitaires. Je vais leur faire mal, à tous. C'est la perte d'espoir qui mène au terrorisme. »

Cette campagne pour la libération des internautes de Zarzis sera lancée au Québec au début du mois d'avril, avec une soirée bénéficière pour les familles des jeunes internautes, afin qu'ils reçoivent, en prison, un message d'appui de la part du Canada. Imen Derouiche est porte-parole de cette campagne.

ALEXANDRA GILBERT

www.amnestie.qc.ca/cybertunisie

« Guerre de position » entre Washington et Téhéran

Pour les néoconservateurs de l'administration Bush, la présence militaire des États-Unis en Irak, en Afghanistan, en Arabie saoudite et ailleurs se veut la première phase d'une vaste « réingénierie » du Moyen-Orient, dans le but de mettre au pas des pays et des mouvements « récalcitrants », dont la Syrie et l'Iran. Sur le dossier iranien, Washington se trouve en porte-à-faux avec l'Europe. Aussi, le président Bush se fait concilier en endossant les démarches européennes pour coopter le régime iranien et en ne s'opposant plus à l'intégration de l'Iran à l'Organisation mondiale du commerce. Est-ce que cette « carotte » sera assez alléchante pour faire capituler Téhéran devant la pax musclée ? Peu probable.

La mémoire iranienne est longue. L'affrontement irano-américain remonte aux années 1950, lorsque Washington s'acharna à verrouiller le flanc sud de l'Union soviétique et également à consolider la mainmise américaine sur les riches ressources pétrolières de la région. La politique américaine voulait éviter que l'Iran et d'autres pays de la région ne deviennent trop indépendants.

Aussi en 1953, les États-Unis décidèrent de renverser par la force un leader nationaliste iranien qui venait de remporter les élections en nationalisant le pétrole. Le populaire Mohammad Mosadeq a ainsi été éliminé à la suite d'un violent coup d'État fomenté par la CIA qui réinstalla au pouvoir le shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi. Celui-ci devint le « gendarme régional » des États-Unis (contre l'Égypte, l'Irak, le Yémen) et le meilleur — sinon l'unique — allié d'Israël au Moyen-Orient, que le régime iranien approvisionnait en pétrole bon marché. Entre-temps, l'Iran devint une vaste prison sous l'égide de la SAVAK, le ministère de la Sécurité. Efficace machine à terroriser : assassinats, tortures, détentions sans procès, etc.

La défaite de Washington

Mais en janvier 1979, l'édifice s'écroula à la suite de gigantesques manifestations contre le shah, celui-là même que le président américain de l'époque, Jimmy Carter, qualifiait d'« allié le plus solide des États-Unis dans la région ». Aussitôt après, Washington entreprenait de renverser le nouveau pouvoir composé d'héritiers de Mosadeq, de groupes de gauche et de leaders religieux, dont l'ayatollah Ryhollah Khomeiny.

Le général américain, Robert Huyser, est envoyé à Téhéran pour préparer le coup d'État, mais l'opération se termine par un misérable échec. Ridiculisés, les Américains subissent alors un deuxième choc lorsque des étudiants iraniens s'emparent de l'ambassade américaine en prenant en otage des diplomates et des mili-

taires américains. Après la défaite de Jimmy Carter aux élections présidentielles de 1980 — en bonne partie causée par la débandade iranienne — les États-Unis se retirent temporairement de l'univers iranien.

Réconforté dans son pouvoir, le régime iranien est autoritairement pris en main par Khomeiny, au détriment des autres courants politiques, y compris ceux ayant participé à la révolution de 1979.

La revanche

Washington n'était cependant pas prêt à abandonner la partie. Ronald Reagan entreprend alors de mobiliser les États de la région, effrayés par la révolution iranienne, et parmi ceux-ci, l'Irak de Saddam Hussein qui, en septembre 1980, envahissait l'Iran sous prétexte de « libérer » la province occidentale de l'Iran — le Khouzestan, peuplé d'Iraniens arabophones. Mais rapidement, le rêve de Saddam devient un cauchemar. La résistance iranienne, au départ chaotique, reprend l'avantage. Washington arrive à la rescousse avec plus de deux milliards de dollars en « aide » économique consentis entre 1983 et 1987, permettant à Saddam de se concentrer sur le réarmement de ses forces.

Plus encore, des armes chimiques sont livrées par des entreprises allemandes et américaines pour être massivement utilisées contre l'armée iranienne. De passage à Bagdad en 1984, l'envoyé spécial du président Reagan, Donald Rumsfeld, rétablit les relations diplomatiques pour conforter le dictateur. Par la suite, l'appui américain s'avérera précieux lorsque l'armée irakienne massacra les Kurdes, en gazant, en 1988, la ville de Halabja. Les protestations internationales sont étouffées par l'ambassadeur des États-Unis aux Nations unies. Selon le spécialiste de la région, Joost Hiltermann, Washington voulait empêcher Téhéran d'acquiescer trop d'influence, et affaiblir du même coup et simultanément l'Iran et l'Irak, pour ensuite pouvoir le dominer plus aisément.

À la suite de la Révolution islamique d'Iran, les étudiants iraniens qui ont envahi les rues, prennent en otage 52 Américains à l'ambassade des États-Unis en novembre 1979. Sur cette photo, l'un d'entre eux est escorté par quelques uns de ses ravisseurs, les yeux bandés. La prise d'otage dura 444 jours, et se solda par un véritable échec diplomatique pour les États-Unis.



« Realpolitik » et armes de destruction massive

Khomeiny a fini par comprendre qu'il n'avait aucune chance de vaincre dans ces circonstances et une paix précaire a été signée entre les deux pays en 1988, un an avant sa mort. Saignée à blanc, l'Iran profite d'un nouveau répit lorsque Saddam entreprend la conquête du Koweït en 1990. Les États-Unis effectuent un virage à 180 degrés pour cibler Saddam, pendant que Téhéran affirme sa neutralité tout en appuyant les insurgés irakiens chiïtes et kurdes qui tentent sans succès de renverser Saddam.

C'est que le président Bush père décide qu'il est trop dangereux de laisser les insurgés et leurs alliés iraniens prendre la place du dictateur. Ce qui permet à ce dernier de s'accrocher au pouvoir. Un autre choc pour Téhéran. Une connexion spéciale est établie avec le Pakistan, et l'Iran peut acquérir de nouvelles armes dont des missiles et des technologies pouvant servir à la fabrication d'armes chimiques et nucléaires. « Ou bien on a les mêmes armes que l'adversaire, ou bien on est écrasés ! » estimait Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, l'un des hommes forts du régime.

Bien que l'Iran ait ratifié en 1997 la Convention internationale sur les armes chimiques et qu'il soit signataire du Traité sur la non-prolifération nucléaire, les Américains accusent Téhéran de développer des armes dites de « destruction massive ». Si

l'Agence internationale d'énergie atomique des Nations unies avait confirmé que des installations iraniennes avaient servi à enrichir l'uranium, les inspecteurs de l'Agence n'ont pas trouvé d'indices d'un programme de construction d'armements nucléaires. Devenu une question de fierté nationale, le besoin de produire de l'énergie nucléaire fait consensus chez les Iraniens, position qui trouve un écho dans la région, à savoir que la vraie menace est celle qui provient d'Israël, unique et puissante force nucléaire du Moyen-Orient.

Trêve temporaire ou réel apaisement ?

En 2001, dans la foulée des attaques du 11 septembre, l'Iran a encore tenté de renouer avec les États-Unis. À l'époque, sous l'égide des modérés du Parlement iranien, le régime a démontré une réelle volonté d'apaisement, notamment en aidant les Américains dans l'aventure afghane. Une même « compréhension » est à l'œuvre lors de l'invasion militaire en Irak en 2003. Sans participer à celle-ci, l'Iran a aidé au renversement de Saddam et même contribué à calmer le jeu auprès de ses alliés irakiens.

Malgré cet apaisement, le bras de fer recommence. Georges W. Bush accuse l'Iran d'être le pivot de l'« axe du mal », reproche à Téhéran de se réarmer et d'être la base arrière des mouvements qui combattent la pax americana. Selon le journaliste américain Seymour Hersh, Washington a

commencé des opérations militaires le long de la frontière irano-afghane et dispose de plans avancés pour attaquer l'Iran.

Entre-temps, c'est aussi le bras de fer entre les États-Unis et l'Europe. La France et l'Allemagne qui ne veulent pas d'un nouvel Irak, tentent de négocier le démantèlement des installations nucléaires iraniennes en échange d'aide économique et énergétique. De toute évidence, l'Europe a intérêt à trouver une solution politique, car une nouvelle guerre ne ferait que conforter la mainmise américaine sur la région et sur son pétrole. D'autre part, même s'il est peu probable que l'Iran ne constitue à court terme une réelle menace militaire, il est important pour l'Europe — qui après tout est son voisin — d'empêcher une dérive militaire. En conséquence, la ligne de conduite de Paris et Berlin est de s'assurer certes que l'Iran n'acquiert effectivement pas d'armes nucléaires, mais tout en travaillant avec et non contre les Iraniens.

De toute façon, compte tenu du borborygme irakien actuel, Washington n'a pas les moyens de se lancer dans une nouvelle aventure qui risque d'être très coûteuse et à conséquences imprévisibles, ce qui est bien compris à Téhéran. D'où le fait que Washington se dise d'accord avec l'Europe pour privilégier la carotte au bâton.

PIERRE BEAUDET
AVEC FRED A. REED À TÉHÉRAN

En Mongolie, comment conjuguer nomadisme et aide au développement ?

Depuis la fin du communisme, près du tiers du produit national brut (PNB) de la Mongolie provient de l'aide internationale qu'elle reçoit. Et si ce petit pays perdu dans la steppe a bien besoin de ces subsides, il est cependant souvent difficile de conjuguer le verbe « développer » sur le mode du nomadisme.

Ulaan Baatar — Vue du ciel, la capitale de la Mongolie, Ulaan Baatar, a l'air d'une petite ville de brousse, isolée de ses puissants voisins par des milliers de kilomètres de steppe. Une seule ligne de chemin de fer la relie à la Chine et à la Russie à travers une masse de collines herbeuses. Mais tous ses habitants vous le diront : d'année en année, comme toutes les villes post-soviétiques, le visage d'Ulaan Baatar change. Restaurants occidentaux, appartements luxueux, terrasses de bars, poussent comme des champignons, au goût des expatriés qui la prennent d'assaut depuis 10 ans. C'est qu'aux subsides de Moscou, qui ont alimenté pendant soixante ans la seizième république officielle de l'URSS — deuxième État proclamé communiste en 1924 — ont succédé les arrivées périodiques d'aide internationale.

Chaque année, depuis la chute de l'URSS, les donateurs étrangers injectent en Mongolie de 200 à 330 millions de dollars américains. De petits montants pour des économies occidentales, mais qui représentent entre 20 et 30 % du PNB de la Mongolie. Ce qui, proportionnellement, en fait l'un des pays qui reçoit le plus d'aide internationale.

« Développer » des nomades
Mais cette aide est-elle adaptée aux réalités du pays ? Alicia Campi, chercheuse à l'Université l'Indiana, constate qu'elle est concentrée dans la capitale. « Les nouveaux donateurs ont une vision très stéréotypée de la Mongolie :



Ulaan Baatar est une ville moderne et dynamique, et les campagnes sont conservatrices et traditionalistes. Ils donnent des fonds à condition que le pays s'engage vers une économie de marché. »

La Banque asiatique de développement, par exemple, fait pression sur le gouvernement pour que celui-ci accélère le processus de privatisation de la terre, un concept qui suscite beaucoup de questions dans un pays où la terre est encore une ressource publique.

Le mode de vie nomade se plie difficilement aux concepts occidentaux de « développement », implicitement liés à la sédentarisation. « C'est tout ce que nous connaissons, nous, les donateurs », s'excuse presque Raymond Drouin, nouveau responsable de la Mongolie pour l'Agence canadienne de développement international (ACDI), à Beijing. « Je pense à la situation des Inuits au Canada, à celle des Touaregs du Sahara, qui ont quitté leurs chameaux pour se retrouver dans les villes, désœuvrés. Parfois je me demande s'il n'aurait pas mieux valu les laisser tranquilles. »

Ses craintes sont partagées par plusieurs spécialistes de la Mongolie, qui citent l'exemple de l'Afrique de l'Est, où une semblable ruée de donateurs

internationaux dans les années 1980 a contribué à la sédentarisation, sans éradiquer la pauvreté.

Corruption

On dit que tout s'achète en Mongolie, du permis de conduire au diplôme universitaire. « L'aide internationale est très corrompue aussi », commente Enkbayar. Les hauts officiels s'en emparent, la donnent à leurs cousins, leurs amis, et pas aux gens à qui elle est destinée. Malheureusement, personne ne contrôle la distribution. » Enkbayar dirigeait la Fondation Zorig contre la corruption entre 1999 et 2002, alors que la Mongolie était touchée par une série de tempêtes hivernales particulièrement destructrices, appelées dzuds. Les images d'animaux morts de froid et de faim ont fait le tour du monde, et ému les donateurs internationaux : des dizaines de millions arrivaient pour les éleveurs mongols.

Selon lui, l'argent a été volé par les officiels. « Le gouvernement avait acheté, avec l'argent de l'aide internationale, des bottes de foin à 3000 tukrik [environ 5 dollars canadiens] chacune, qui devaient être distribuées aux éleveurs. Mais des administrateurs locaux les revendaient le double du prix aux éleveurs sinistrés ! »

La Mongolie est un tout petit pays enclavé entre la Russie et la Chine, de moins de 2 millions d'habitants. La majorité habite toujours les steppes selon un mode de vie ancestral et dépendant de leur bétail que les grands froids peuvent décimer rapidement.

Ce sont souvent les autorités locales qui sont chargées de la distribution. Mais leur salaire dérisoire encourage la corruption. Policiers, professeurs, fonctionnaires de l'État touchent un salaire d'environ 50 dollars US par mois, un peu plus à Ulaan Baatar. Dans la petite ville de Tsetserleg, un lundi matin, il n'y a personne pour nous répondre à l'hôtel de ville. « Normal, explique le guide, ils sont tous partis vendre au marché. Il faut bien arrondir les fins de mois... »

« Small is beautiful »

Il y a peu de ressources en Mongolie : le cachemire (laine des chèvres) dont les Chinois sont friands, quelques mines d'or exploitées par des compagnies étrangères, et le bétail, dont dépend la survie d'une importante proportion de la population.

Madame Baktishig, spécialiste du développement rural au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), rêve de permettre aux Mongols de rester dans les cam-

pagnes et de perpétuer le mode de vie nomade. Elle a toutes sortes de petites initiatives en tête : encourager la culture du foin, la transformation des matériaux bruts comme le cuir et la laine, la culture d'arbustes fruitiers. Mais pour cela, il faut des fonds. « Pour être honnête, confie-t-elle, l'argent est disponible pour de grands projets, pour « développer », mais pas pour mettre sur pied de petites entreprises. Et les taux d'intérêts des banques sont tellement élevés que les gens ne peuvent pas emprunter. Pourtant, en encourageant 10 petites entreprises dans une petite ville, on fournirait un salaire à 50 ou 100 personnes. »

Le PNUD et d'autres grandes agences continuent de donner gratuitement de l'aide humanitaire en période de crise et d'investir des millions dans des projets au nom flou de « réforme de la gouvernance » ou « programme de gestion du développement ». Et les Mongols, pendant ce temps, mènent inlassablement leurs troupeaux dans l'immensité de la steppe.

AUDE MALTAIS

Ce reportage a été rendu possible grâce à la collaboration du gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence canadienne de développement international.

QUELQUES REPÈRES :

- Population.....2,6 millions. Environ le tiers est composé d'éleveurs nomades.
- Superficie.....1,56 millions de kilomètres carrés (comparable au Québec).
- 1991.....L'URSS s'écroule. La Mongolie, 16^e république officielle, perd ainsi une importante source de revenus.
- 1992.....Nouvelle Constitution.
- 1996.....Arrivée au pouvoir du Parti démocratique, mené par le président Zorig, qui entreprend plusieurs réformes contre la corruption et pour la démocratisation du pays.
- 1999.....Assassinat de Zorig.
- 2000.....Retour des anciens communistes. Réélus à l'été 2004, après des élections extrêmement serrées dont on n'aura le résultat final qu'après plusieurs semaines de négociations.

Billets

Quelle parole d'homme ?



Francis Dupuis-Déri

Le 2^e Congrès international sur la condition masculine, Paroles d'hommes, se tiendra à l'Université de Montréal, du 22 au 24 avril. Il vous en coûtera environ 350 dollars pour assister à des conférences et croiser des porte-parole du mouvement « masculiniste », ouvertement anti-féministe et misogyne. Ces hommes insistent pour établir un lien de cause à effet entre le féminisme et le « désarroi » des hommes, les plus hargneux affirmant que l'homme est dominé par les « féministes radicaux extrémistes » qui ont imposé le « féminisme » au Québec. Ridicule...

Ces hommes, à la parole acide, oublient de mentionner les inégalités systémiques que subissent les femmes. Qui occupent encore très majoritairement les lieux du pouvoir politique, économique, médiatique, culturel ? Des hommes. Qui sont les chefs politiques, les hauts fonctionnaires, les diplomates, les millionnaires, les patrons, les dirigeants des banques, des universités, des entreprises médiatiques et culturelles ? Des hommes, dans une écrasante majorité. Qui détiennent la majorité des richesses et de la propriété privée ? Encore des hommes. Malgré les efforts des féministes, le Québec est profondément inégalitaire. À ce sujet, on notera le scandale de la Loi sur l'équité salariale, votée par le gouvernement qui, aussitôt, en suspendait par décret l'application pour sa propre fonction publique. Et cela sans parler d'inégalités dans les tâches domestiques (non salariées), ni de l'exploitation dans l'industrie du sexe, ni de la violence sexuelle, ni de la situation des femmes ailleurs sur la planète...

Dans un tel contexte, on peut bien sûr réfléchir aux problèmes spécifiques que vivent des hommes, mais attention. Il faut se méfier de la parole d'Yvon Dallaire, qui présidera le colloque, et qui, en conférence d'ouverture, expliquera que les hommes et les femmes doivent être « complémentaires ». L'idée de « complémentarité » évoque une entrave à la liberté, confinant tous et chacune à une fonction « naturelle ». Et la « complémentarité » s'est toujours traduite par une hiérarchie dans laquelle l'homme s'arroge les privilèges publics, pendant que la femme s'occupe, dans l'ombre, de la maisonnée. Dallaire s'est aussi exprimé sur l'échec scolaire des garçons, affirmant (sur le site « optionsanté ») que « les gars ont besoin de dépenser leur surplus d'énergie dans des sports « virils » pour être réceptifs à l'apprentissage intellectuel ». Les études en sciences de l'éducation démontrent pourtant que jouer au hockey ou au football n'aide bien évidemment en rien à l'apprentissage de la lecture ou des mathématiques. C'est plutôt — bien sûr — les encouragements à lire qui aident les enfants à réussir à l'école. La conception viriliste que propose Dallaire de l'identité masculine est aussi responsable du taux si alarmant de suicide chez les jeunes hommes homo et bisexuels, le plus élevé au Québec, résultat en grande partie de la stigmatisation dont ils sont victimes de la part des « vrais gars ». Si l'on se fit au programme préliminaire du colloque, Patrick Guillot, pédagogue français, devrait quant à lui dénoncer les « violences anti-masculines », « la banalisation de la misandrie » et « Big Mother ». Ces paroles d'hommes sont saturées de venin.

Partager même une part du pouvoir n'est pas chose aisée pour les hommes qui sont habitués depuis des générations à dominer les femmes sur tous les fronts. Le féminisme, comme tout mouvement d'émancipation, a provoqué un mouvement réactionnaire qui prétend que les rebelles — les femmes — ont détruit les valeurs nobles et renversé l'oppression à leur avantage. Mais les anciens maîtres mentent, car ils sont encore le plus souvent les maîtres... Alors que le féminisme a toujours tant de batailles à mener pour que les femmes obtiennent le respect ainsi que l'égalité économique, politique et domestique, les « masculinistes » s'organisent depuis longtemps, et de mieux en mieux. Ils aboient, mais leur « parole d'homme » n'est pas la mienne.

NB : Une Coalition anti-masculiniste s'est formée à Montréal (www.antipatriarcat.org).

Le vol d'une génération

Duncan Cameron

Les étudiants québécois sont dans la rue, car le gouvernement libéral de Jean Charest a voulu transformer des bourses d'étude en prêts. Ce qui devait être un subvention pour défrayer les frais de scolarité et les autres coûts de subsistance est devenu une forme de future obligation de payer. Un contrat de service en quelque sorte : « Allez à l'université, et ensuite, soyez au crochet de la banque, pour le reste de votre vie. »

Une bourse est une forme de paiement de transfert, l'argent des bourses provenant des impôts récoltés par la province. Il sert à payer des loyers, de la nourriture, des frais de transport, des livres, en plus des frais de scolarité. En d'autres mots, l'argent retourne là où il a été pris : dans la communauté. Ce qui est important ici, c'est l'âge des étudiants. Le temps de l'université ne dure environ que quatre ans. Après quoi, c'est le marché du travail à temps plein. Ceux qui reçoivent des bourses deviennent rapidement ceux qui contribuent aux impôts servant au financement des étudiants.

En transformant les bourses en prêts, le Québec vole une génération d'étudiants. Ces derniers devront payer deux fois, en impôts et en intérêts sur leurs prêts. Les associations étudiantes ont calculé que pour chaque tranche d'aide de 5000 dollars habituellement accordée par le gouvernement, seulement un peu plus de la moitié l'était sous forme de bourse, soit 2600 dollars. Avec ce qui est maintenant proposé, la portion octroyée sous forme de bourse serait réduite à 300 dollars. Sous ce nouveau régime, un étudiant pourrait accumuler une dette de 8000 dollars annuellement.

Selon le système de prêts mis de l'avant par le gouvernement québécois, les étudiants auront à rembourser leurs prêts en fonction de leur revenu. Pas de revenu, pas de remboursement. Ce qui en principe apparaît juste. Mais les associations étudiantes ont été promptes à comprendre qu'un contexte familial plus aisé pouvait aider à supporter plus tard le paiement de la dette, contrairement aux milieux défavorisés. Lorsque les prêts remplacent les bourses, ce sont les pauvres qui perdent l'accès aux études supérieures. Et c'est la société qui est perdante en ne recevant pas la contribution de ceux à qui aura été dénié le droit d'étudier.

Les étudiants québécois font la grève pour une société plus juste, une société où existerait la solidarité entre les générations. Ils sont aussi en train d'ériger une défense efficace du système public d'éducation. Ce n'est pas seulement que les étudiants québécois ont une meilleure compréhension de leur société que le gouvernement Charest. Ils sont en plus, mobilisés pour la défendre, tandis que le premier ministre fait de son mieux pour détruire tout ce qu'elle a de meilleur. Cette grève étudiante mérite que l'on s'y intéresse et qu'on l'encourage.

L'auteur est l'éditeur du journal électronique canadien rabble.ca. Il vit à Vancouver.

alternatives
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 30 mars 2005 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : France-Isabelle Langlois – COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Daphnée Dion-Viens, Baptiste Fois, Alexandra Gilbert, Aude Maltais, Fred A. Reed et Tania Vachon – RECHERCHE : Miriam Fahmy – CHRONIQUES : Gil Courtemanche, Murray Dobbin, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Stanley Péan et Judy Rebick – RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan – INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet – CARICATURE : Boris

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet
RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois

MONTRÉAL
3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC
266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca



Plaidoyer en faveur des 48 grévistes arrêtés à l'UQAM

Nous estimons que l'arrestation, dans la nuit du 10 au 11 mars dernier, de 48 étudiants grévistes de l'Université du Québec à Montréal par les services de police de la Ville de Montréal soulève des enjeux d'intérêt général. Les forces policières, à la demande des autorités de l'UQAM, ont réitéré leur volonté de réprimer l'expression de la dissidence politique et culturelle. Elles illustraient une fois de plus leur détermination à ne pas respecter l'intégrité des lieux qui échappent à leur contrôle (rappelons qu'il y a un an, à Québec, les policiers ont également violé un sanctuaire religieux afin de mettre en branle les procédures d'expulsion d'un étranger sans statut). Tout aussi inacceptable est la responsabilité directe de certains membres du rectorat de l'Université dans la violation de l'autonomie de l'institution universitaire. Rappelons que cette autonomie rend possible la libre discussion sur les orientations de la société. Cette arrestation témoigne donc d'une attaque contre les fondements de l'université dans une société démocratique.

On se souvient qu'en 1999, dans le contexte d'une grève étudiante à l'UQAM contre la marchandisation des savoirs et du système d'éducation (dont l'élément déclencheur avait été l'entente d'exclusivité que les autorités de l'UQAM envisageaient de signer avec la multinationale Coca-Cola), les policiers de Montréal avaient arrêté 66 étudiants. On se souvient surtout que sur ordre de l'administration universitaire, les portes de l'UQAM avaient été verrouillées, livrant les manifestants à la police en leur privant du seul refuge qui s'offrait à eux. Il n'y a dorénavant plus rien de sacré pour les autorités universitaires avaient alors affirmé les professeurs Jacques-Alexandre Mascotto, Jean-Guy Lacroix et Michel Freitag. Ces derniers nous rappelaient également la tradition centenaire de l'université comme lieu de libre expression de la critique, et par le fait même, comme lieu de protection des dissidents.

Voilà donc un scénario qui se répète. Pour une deuxième fois en quelques années, les autorités universitaires se désolidarisent de leurs membres en les livrant - de manière sournoise, sans préavis clair - à la police. En effet, Jacques Desmarais, vice-recteur à la planification et à la vie étudiante, et Mauro F. Malservizi, vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives, ont assumé la responsabilité de l'arrestation dans un communiqué de presse. Par le fait même, ils témoignent de leur mépris tant de l'institution qu'ils ont le mandat de représenter que des étudiants qui expriment leur désir d'y vivre mieux et autrement. Non seulement l'usage de la force était-il disproportionné, mais le rôle du rectorat était de mettre tout en œuvre pour empêcher les policiers de pénétrer dans

l'université. Nous nous étonnons d'ailleurs que la police ait procédé à des arrestations alors que, selon les déclarations mêmes des autorités policières, il n'y a eu aucun bris du bien public et aucune matière à intervention.

Le mouvement étudiant dans cette grève témoigne d'une opposition salutaire à une politique d'éducation réduite à la gestion comptable de la dette publique. Il manifeste surtout un désir et un idéal de connaissance et de justice qui devraient être au fondement même de ce qu'est l'institution universitaire, ce que ne semblent comprendre ni le ministre de l'Éducation ni les autorités de l'UQAM.

Il en va donc de notre responsabilité, en tant qu'universitaires soucieux des valeurs démocratiques, de dénoncer et de refuser l'approche répressive et autoritaire adoptée par l'UQAM envers l'expression de la dissidence politique et culturelle. Nous tenons à rappeler que le conflit, c'est-à-dire la confrontation qui résulte de la pluralité des discours et des actions, est ce qui donne sens à la démocratie. À cet égard, ces arrestations constituent une attaque contre la démocratie.

Nous demandons donc formellement à M. Roch Denis, recteur de l'UQAM, de faire publiquement toute la lumière sur cette affaire, en identifiant et en sanctionnant les responsables. Par le fait même, nous demandons au rectorat de prendre une position publique claire au sujet de ces arrestations. De plus, nous exigeons que les autorités de l'UQAM prennent les mesures qui s'imposent pour qu'à l'avenir de tels événements ne puissent se reproduire.

Enfin, nous réclamons que les étudiants de l'UQAM et d'ailleurs puissent poursuivre leurs grèves hors de toutes vellétés de criminalisation de leur mouvement.

Ce texte a été rédigé par :

Christian Goyette, étudiant au doctorat, sociologie, UQAM et professionnel de recherche à l'INRS.

Benoit Guilmoin, étudiant en maîtrise, sociologie, UQAM et professeur au collégial.

Audrey Laurin-Lamothe, étudiante au baccalauréat, sociologie, UQAM.

Anne-Marie Le Saux, détentriche d'une maîtrise, UQAM et professeure de sociologie au collégial.

Nicolas Moreau, étudiant au doctorat, sociologie, UQAM et agent de recherche.

Benoit Tellier, étudiant au doctorat, sociologie, Université Laval et professeur au collégial.

Abonnez-vous au journal Alternatives !

En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Téléphone _____
Courriel _____



alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc, Bureau 300,
Montréal (Québec) H2X 2J1

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus :

www.alternatives.ca

Le Canada suit l'exemple des États-Unis et jette de l'huile sur la glace

En février, était présenté à Yellowknife le documentaire *Oil on Ice*, des réalisateurs américains Bo Boudart et Dale Djerassi, lauréats en 2004 du prix Pare Lorentz, remis par l'International Documentary Association. Le film porte sur les incidences de l'exploitation minière dans l'Arctique américain, sur l'environnement et les autochtones, alors même que le Canada s'apprête à ouvrir le delta et la vallée du fleuve Mackenzie dans les Territoires du Nord-Ouest au développement pétrolier et gazier.

Yellowknife — Après le Nord de l'Alaska, le Sénat américain vient de voter en faveur de l'exploitation pétrolière dans l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR), une grande plaine qui abrite l'aire de mise bas d'un des plus importants troupeaux de caribous au monde, et qui est également un lieu sacré pour la nation Gwich'in. C'est pour répondre aux supporters du projet et à leurs allégations à l'effet qu'il n'y a rien à protéger dans l'ANWR, que Bo Boudart et Dale Djerassi ont tourné *Oil on Ice*. Le réalisateur Bo Boudart, qui a fait le voyage de Yellowknife, raconte avoir voulu « démontrer que l'ANWR était d'abord un milieu de vie et que son forage aurait un impact important sur la faune et la flore, mais aussi sur les autochtones qui en vivent. »

Ainsi, en plus des images de la vie grouillante de l'ANWR, *Oil on Ice* montre les conséquences du développement pétrolier déjà effectué ailleurs dans le Nord de l'Alaska. De visu, on constate les plaies laissées par l'industrie sur le territoire des Inuits, des méandres de l'oléoduc qui scinde l'Arctique américain aux images désolantes du naufrage de l'Exxon-Valdez.

Le verdict est sans appel : le développement pétrolier tue et il tuera aussi quand les premiers puits seront forcés dans l'ANWR.

Ayant vécu en Alaska une dizaine d'années, Bo Boudart connaît bien le Refuge. Dans les années 1990, il y

a tourné un documentaire sur la migration des espèces du Grand Nord. Ses archives personnelles regorgent d'images luxuriantes de caribous, de bœufs musqués, d'ojos, de renards et de grizzlys. À dessein, dans *Oil on Ice*, il juxtapose ces images à celles de sénateurs et de congressistes qui affirment, en pointant cyniquement un carton blanc, que c'est à ça que ressemble la toundra.

« Nous voulons montrer à tous ces gens qui n'ont jamais entendu parler de cet endroit ou qui ignorent ce qui s'y trouve, qu'il y a de la vie là-bas et qu'elle mérite d'être protégée. [...] Les politiciens désinforment le public pour lui donner l'impression que l'ANWR est un désert et pour les convaincre qu'il n'y a pas de mal à le forer. Mon but est de répondre à ces mensonges. »

Avertissement aux Canadiens
C'est la cinéaste France Benoît, membre du groupe Ecology North, qui a invité Boudart à présenter son film aux TNO en février. Pour la première fois, celui-ci était donc projeté à l'extérieur des États-Unis. L'initiative de madame Benoît était loin d'être innocente. Car tout comme en Alaska, la classe politique canadienne s'apprête à ouvrir le delta et la vallée du fleuve Mackenzie au développement pétrolier et gazier. Si tout se déroule comme prévu, le projet gazier du Mackenzie et son gazoduc de 1 300 kilomètres seront complétés d'ici la fin de la décennie.

La cinéaste estime que les Canadiens



Images tirées de *Oil on Ice*.



Oil on Ice montre les conséquences du développement pétrolier déjà effectué ailleurs dans le Nord de l'Alaska. De visu, on constate les plaies laissées par l'industrie sur le territoire des Inuits, des méandres de l'oléoduc qui scinde l'Arctique américain aux images désolantes du naufrage de l'Exxon-Valdez.

devraient prendre *Oil on Ice* comme un avertissement. « Quand j'ai vu ça, je me suis dit "c'est exactement ça, c'est ça qui va arriver ici" », commente celle qui tourne présentement un documentaire sur le projet gazier du Mackenzie.

De son côté, le réalisateur d'*Oil on Ice* est bien conscient qu'en présentant son film dans l'Arctique canadien, il donne un coup de main aux critiques du projet gazier. Il espère que la projection influencera l'opinion des Tenois et plus particulièrement celle des autochtones. Il explique que dans la région du North Slope en Alaska, les Inuits se sont organisés en corporations pour pouvoir bénéficier du développement gazier. Cependant, ajoute-t-il, « en dépit des profits réalisés par les corporations, cet argent n'a pas profité à l'ensemble de la communauté, mais simplement aux quelques-uns d'entre eux qui étaient les leaders des corporations. »

« La culture de ces personnes a aussi été affectée, poursuit le cinéaste. Cela se manifeste par une augmentation des abus de drogue et d'alcool, et de la criminalité. Il y a aussi une perte d'intérêt de la part des Inuits de s'adonner à leurs activités traditionnelles que sont la chasse, la pêche et la cueillette. »

À l'issue de la projection à Yellowknife, Bo Boudart s'est dit comblé de l'accueil du public, mais a aussi admis qu'il regrette que l'audience ait été principalement composée de non-autochtones qui ne vivront pas personnellement les effets du projet gazier du Mackenzie. « J'aimerais bien pouvoir présenter le film directement dans les communautés de la vallée du Mackenzie, confie le réalisateur. Je pourrais inviter des Inuits pour qu'ils parlent de leur expérience avec les autochtones de votre coin de pays. » L'idée est lancée.

BATISTE W. FOISY

Oil on Ice, de Bo Boudart et Dale Djerassi, Sierra Production, 2004.

www.oilonice.org

Alternatives à Québec!

Dans le cadre de leur tournée à travers la province, les travailleurs d'Alternatives s'arrêtent à Québec pour un après-midi d'ateliers et une soirée culturelle.

RENDEZ-VOUS AU BUREAU D'ALTERNATIVES QUÉBEC
266, St-Vallier Ouest, Québec

HORAIRE DE LA JOURNÉE
14 h 00 Présentation d'Alternatives et de ses projets

14 h 30 Ateliers de travail :
• Les Jardins sur les toits avec Israël Hautecoeur
• Le rôle des organisations locales dans la reconstruction en Inde après le tsunami avec Feroz Mehdi
• La Palestine avec Abdurhaman Ahmed

19 h 30 Soirée bénéficiaire pour les activités d'Alternatives à Québec

Au Tam Tam Café
421, boul. Langelier
(coin Charest)
Avec Thomas Jensen et Jean-François Lessard

ÉtudiantEs et sans-emploi : 10 \$
Admission générale : 15 \$

INFORMATION ET RÉSERVATIONS :
418.521.4000
tournee@alternatives.ca

Alternatives
... pour un monde différent

Les grandes fractures de la mondialisation

L'Institut d'études internationales de Montréal vous invite à participer à la dernière d'une série de tables rondes sur les changements du monde contemporain.

Fractures écologiques

Le jeudi 31 mars 2005

19 h à 21 h

Pavillon Athanase-David – local D-R200

1430, rue Saint-Denis

Berri-UQAM

Les efforts de protection de l'environnement et de protection du consommateur, dans leurs aspects globaux et locaux, stimulent-ils l'émergence de nouvelles fractures ?

Animateur

↳ **Louis-Gilles Francoeur** (Le Devoir)

↳ **Thierry Bourgoignie** (Département des sciences juridiques, UQAM)

↳ **Corinne Gendron** (Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, UQAM)

↳ **Sylvie Paquerot** (Centre d'études et de recherches internationales, UdeM)

↳ **Louise Vandellac** (Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement, UQAM)

Entrée libre

Renseignements

(514) 987-3667

www.ieim.uqam.ca

INSTITUT
D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL
UQAM

Alternatives

en tournée dans les régions du Québec!

Le printemps est à nos portes, Alternatives se pointe le bout du nez chez-vous en avril et mai !

Rimouski
MATANE
Gaspé
Rivière-du-Loup
Rouyn-Noranda (6 avril)
Val d'Or
Saguenay
Québec (16 avril)
TROIS-RIVIÈRES
Sherbrooke
Gatineau (21 avril)
Lévis

- Développement international, solidarité internationale
- Développement local, environnement, démocratie participative
- Éducation, information, sensibilisation, mobilisation
- Altermondialisme, réseautage, Forum social mondial
- Formation, stages jeunesse outre-mer
- Immigration, employabilité, accueil, appui, soutien, équité, dialogue

ALTERNATIVES sera bientôt dans votre région pour se présenter à vous, mais aussi pour vous entendre parler des réalités de vos régions : fermetures d'usines ou de mines, épuisement des ressources-naturelles, impacts des multinationales sur les commerces locaux, impacts des accords de libre-échange et des règles de l'OMC sur les industries locales.

Surveillez la venue d'Alternatives dans votre région, dans vos journaux locaux, Le Devoir et le site Internet d'Alternatives : www.alternatives.ca

UN LOGEMENT,
CE N'EST
PAS UN
LUXE MAIS
UN DROIT

fneeq

Réseau d'action et de communication pour le développement international

Alternatives
... pour un monde différent

INFORMATION :
514.982.6606 poste 2221
tournee@alternatives.ca



Livres

ROMAN

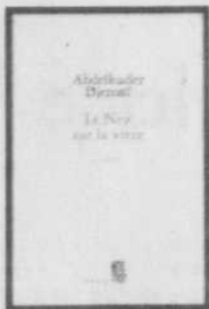
Le Nez sur la vitre

De Abdelkader Djemaï
Paris, Seuil, 2004, 80 pages.

Un homme – un père – se souvient de son enfance en Algérie, de son propre père, alors qu'il fait un voyage en autocar, parcourant le chemin qui le sépare de son fils. Un voyage dans l'intimité d'un homme qui se sent toujours étranger en France, et surtout, douloureusement étranger à son propre fils.

Voici un récit qui se lit tout d'un souffle. Des mots et des phrases d'une rare puissance évocatrice. Une charge émotive qui emporte le lecteur là où il ne veut peut-être pas aller. On ne peut davantage en dire sur ce livre, qui se vit plus qu'il ne se discute.

F.-J. L.



ROMAN

L'enfant du Bosphore

De Caroline Bongrand
Paris, Robert Laffont, 2004, 458 pages

La Turquie devrait-elle ou non se joindre à l'Union européenne ? Les débats sont ouverts et font couler beaucoup d'encre. Caroline Bongrand nourrit la discussion à sa façon, tout en images, en odeurs et en couleurs. Son roman dévoile et décrit les contradictions de l'Empire ottoman du XVII^e siècle.

Istanbul, anciennement Byzance puis Constantinople, construite en territoire européen et sise entre l'Orient et l'Occident, domine le détroit du Bosphore. Depuis sa création en 667 avant J.-C., la métropole a été dominée par les Grecs, les Romains et les Turcs. À la fin du XV^e siècle, la ville accueille les Juifs sépharades, chassés d'Espagne par la reine très catholique Isabelle de Castille.

Grecque, juive et turque sera tour à tour la nationalité d'Antilogos, né en 1662, héros au destin insolite, il va sans dire. L'épopée par ailleurs bien documentée voit se succéder bons et vilains au fil de chapitres d'exploration, rieurs et dramatiques, ou franchement « rose bonbon », mais rarement ennuyants. Le bâtard au prénom romain connaîtra mille aventures, de la cosmopolite Turquie de l'époque à l'Amérique des Quakers et des esclavagistes de la Virginie.

Caroline Bongrand, née en 1968, vit actuellement en France. *L'enfant du Bosphore*, son sixième roman, a reçu le Prix Alberto Benveniste 2005. Ce centre d'études juives sépharades attribue tous les ans un prix de la création pour une œuvre francophone en lien direct avec ses domaines d'intérêts.

Michèle Bernard



NOUVELLES

Une sale histoire

De Luis Sepulveda
Paris, Seuil, 2005, 192 pages.

Contrairement à ses œuvres précédentes, *Une sale histoire* n'est pas une série de nouvelles de fiction. Dans ce nouvel ouvrage, l'auteur partage avec les lecteurs quelques récits fictifs mais aussi, et surtout, ses critiques de l'actualité politique, des conflits qui colorent certaines régions du monde, des personnages qui ont marqué l'histoire pour de bonnes ou de mauvaises raisons.

En toile de fond à une critique acerbe des politiques étasuniennes, on note un certain sentiment perplexe où se côtoient culpabilité et victimisation en lien avec l'histoire de l'Amérique latine, son continent d'origine. « C'est au Chili qu'a commencé l'expérimentation globale qui a dénaturé la politique, corrompu l'art du possible et imposé la force comme unique argument du pouvoir. C'est la grande défaite de ma génération, c'est ma défaite de citoyen du monde, et elle pèse comme une pierre tombale, de tout son poids, chaque 11 septembre. »

Il refuse ainsi que l'Amérique latine soit réduite à l'histoire telle qu'elle est présentée dans les manuels pédagogiques : « Notre histoire réelle, méditée, consensuelle, n'est pas encore écrite » et de rajouter que l'histoire latino-américaine réside dans la rupture des incertitudes qui ont marqué l'histoire. « L'Amérique latine n'est pas dans le commerce des terres ni dans le projet de livrer la Patagonie aux États-Unis en échange de la dette extérieure argentine », elle repose précise-t-il dans l'audace créatrice de certains tel que le président brésilien Lula ou l'intellectuel argentin Miguel Bonasso.

Une sale histoire porte bien son nom, puisque si l'ouvrage était présenté comme une œuvre de fiction, nous en serions tous soulagés mais voilà que la réalité est tout autre et que cette histoire est bel et bien la nôtre, aussi sombre soit-elle.

Tania Vachon



ESSAI

Acheter, c'est voter
Le cas du caféDe Laure Waridel
Éditions Écosociété et Équiterre, Montréal,
2005, 176 pages.

Il faut lire *Acheter, c'est voter* pour ce qu'il est : un outil d'éducation au commerce équitable, par l'intermédiaire de son produit phare, le café. Rédigé dans un grand souci de vulgarisation, dans une écriture simple et accessible, l'ouvrage retrace la complexité d'un système d'échanges internationaux inéquitable, les principes fondateurs du commerce équitable, et aborde la question de la certification de ses produits. En présentant le cas concret de la coopérative UCIRI, au Mexique, devenue avec le temps un modèle pour plusieurs autres coopératives du Sud, il permet l'intrusion dans le quotidien des travailleurs du café et facilite la compréhension des apports du commerce équitable dans le développement local.

La grande richesse de ce livre est qu'il laisse au lecteur l'entière liberté de ses choix. Laure Waridel, en dressant le portrait des groupes impliqués dans le commerce équitable en Amérique du Nord, principalement au Québec, et en abordant la question de savoir comment choisir du café, outille suffisamment le lecteur pour qu'il saisisse les implications du geste de la consommation et, ce faisant, qu'il soit en mesure de faire des choix éclairés. Le message est clair : si les choix de consommation que nous faisons, en tant qu'individu, ont un impact, nous disposons donc d'un pouvoir... oui, acheter, c'est voter.

Ce n'est pas le discours d'une utopiste révolutionnaire que nous retrouvons dans cet ouvrage, mais celui d'une citoyenne engagée qui cherche à convaincre avec des arguments objectifs et rationnels. Appuyé par une diversité de sources, *Acheter, c'est voter* fait suite aux publications antérieures de Laure Waridel, qui propose ici un outil d'éducation pour la cause dont elle est la plus sincère porte-parole.

Alexandra Gilbert



Une île et toute la misère du monde

Marie-Claire Blais compte parmi les auteurs québécois les plus importants, les plus prolifiques et les plus estimés. Elle est aussi l'une des rares à être autant reconnue au Québec qu'en France. Réservée, timide, elle est depuis longtemps installée dans son île de Key West. Un décor paradisiaque pour la mise en scène d'un monde à la dérive.

Augustino et le chœur de la destruction, dernier livre d'une trilogie débutée en 1995, vient tout juste de paraître chez Boréal. Pour l'occasion, Marie-Claire Blais était de passage à Montréal et a accepté de se prêter au jeu des médias qui enfilent les entrevues les unes derrière les autres. Ce n'est certes pas ce qui lui plaît le plus dans ce métier, mais bonne joueuse, elle s'y prête avec grâce et tout en sourire.

Comme *Soifs* et *Dans la foudre et la lumière* parus respectivement en 1995 et 2001, *Augustino et le chœur de la destruction* est écrit d'un seul souffle, un unique paragraphe de 304 pages où les points se comptent sur les doigts de la main. L'auteure ne donne certes pas dans le roman facile. Marie-Claire Blais c'est du grand Art. Ni prétentieux ni rien d'autre. Une écriture travaillée et peaufinée, mais qui n'a rien à voir avec l'exercice de style ni les joutes grammaticales. Une écriture qui est seulement là, posée sur des pages blanches, et dont on sent les respirations, les angoisses et les inquiétudes, comme les silences, les émerveillements et les convictions. Cette longue phrase infinie entraîne le lecteur dans un crescendo qui l'aspire vers la destruction, la fin.

Voici une île qui n'appartient à personne où sont rassemblés une foule de personnages plus vrais que nature venus de toutes parts et de toutes les époques. Quelque chose qui fait penser aux mondes irréels créés par Gabriel García Márquez.

Marie-Claire Blais dit avoir pensé à cette île qui n'appartient à personne alors que nous nous apprêtons à passer le cap de l'an 2000. Elle observait alors autour d'elle beaucoup de désarroi et du même coup, un goût

de savoir. « Je prenais un certain recul, et je me disais que ce n'était pas possible qu'on ne retienne rien, qu'on laisse tout partir de notre mémoire. » Et d'évoquer la tuerie perpétrée par un jeune homme aux États-Unis et qui faisait la manchette de tous les journaux du matin, le jour de notre rencontre. Un triste rappel de la tuerie de Columbine. « Les événements s'empilent les uns sur les autres. »

Ensuite, est arrivé ce fameux 11 septembre. Quelques mois seulement après la sortie du deuxième tome. Mais voilà que ça ne change pas vraiment grand chose. Tout était prévu, déjà écrit, dans la vie comme en littérature. « Il est arrivé tout ce qu'on avait apporté du XX^e siècle, tout ce qu'on avait fait pendant ce siècle. » Bref, nous dit la romancière, le 11 septembre et tout ce qu'il s'en est suivi, c'est peut-être bien de notre faute. Conséquence logique de notre propre irresponsabilité.

L'île qui n'appartient à personne « c'est notre temps, un monde qui est le nôtre », nous prévient l'auteure. De fait, si tout peut nous paraître iconoclaste, extraordinaire, voire extraterrestre, ne nous y trompons pas. Le sida, les réfugiés, les attentats suicides, le terrorisme, les désastres écologiques, et plus encore, tout ça c'est bien nous, ce n'est pas la planète Mars. Un monde, tout un monde, notre toute petite planète réunie sur une île grande comme la terre. Une île qui a aussi les allures du lieu où Marie-Claire Blais a élu domicile il y a maintenant plusieurs années. « L'île de Key West c'était inspirant pour moi, c'est une sorte de paradis pour moi. Mais j'ai visité d'autres îles, et c'est la même chose. Le sentiment insulaire permet cela [l'inspiration]. »



PHOTO: © MICHEL TREMBLAY

Dans ce dernier chapitre, tout s'accélère, le désarroi, la destruction. Mais tout n'est pas noir. L'auteure nous rappelle que le personnage d'Augustino c'est aussi l'avenir et l'espoir, et qu'il est plutôt porteur de lumière. Dans ce troisième et dernier volume, Augustino n'est plus l'enfant qui apprenait ni le jeune homme qui prenait conscience. Maintenant, il commence à comprendre.

À plus de 20 romans publiés depuis 1959, sans compter les pièces de théâtre, les recueils de poésie, les récits et autres nouvelles, Marie-Claire Blais est toujours animée par une multitude de révoltes. Contre le racisme, l'exclusion, l'injustice... Et l'écriture apparaît ici comme « un excellent moyen d'expression, à travers les personnages de tous les âges ». Avec le temps, « nos révoltes s'assagissent, mais ne se résignent pas », conclut celle qui, à l'image de ceux et celles qui peuplent l'île qui n'appartient à personne, croit beaucoup dans la force de l'art pour imposer une autre vision du monde.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Montréal est bleue

Du 30 mars au 3 avril, Montréal prendra des teintes de bleu, car entre ces dates se déroule le Festival littéraire international Metropolis Bleu. Le nom du Festival, choisi par sa fondatrice Linda Leith, fait référence au livre de William Gass, *On Being Blue*, une méditation sur cette couleur et sur tout ce qu'elle peut contenir comme connotation émotive.

Le Festival a sept ans, et il a fait du chemin depuis qu'un groupe d'écrivains anglophones, ravi par le succès du spectacle littéraire bilingue, *Write pour écrire*, a décidé d'élargir l'événement. Ces écrivains, n'ayant trouvé aucun accueil auprès des événements déjà en place, n'ont alors eu d'autre choix que de créer un nouveau festival, à partir de rien.

De rien ? Pas tout à fait. Ils avaient une volonté et une énergie à toute épreuve, et un certain appui du mécénat anglo-montréalais, sans parler des instances publiques. C'est pour ça que le Metropolis Bleu n'est pas qu'un bon festival international littéraire – c'est aussi une création communautaire.

Et dès le début, étant donné ses racines, le Festival s'est fait le reflet du Montréal international. Cette année, il ouvre ses portes aux accents du Moyen-Orient, avec le poète de renommée internationale, Adonis, né en Syrie. Celui-ci ne sera pas le seul de sa région. Des écrivains de la Palestine (Issa Boullata), d'Israël (Dan Tsalka) et du Liban (Nadine Ltaif), parmi d'autres, se joindront à lui. L'infatigable lecteur Alberto Manguel poursuivra le thème avec une conférence, « Don Quichotte et les Arabes », un peu pour fêter les 400 ans du grand Chevalier. Et l'invité d'honneur, le Mexicain Carlos Fuentes, un romancier de la génération de García Márquez, parlera également du Quijote. Apportez vos moulins.

Le Metropolis Bleu se fait black aussi, avec une délégation d'auteurs haïtiens vivant au Canada, tels que Rodney St-

Éloi, Dany Laferrière et Marie-Cécile Agnant. J'irai écouter Frankétienne aussi, pour voir à quoi ressemble un écrivain haïtien qui vit encore en Haïti. Ne manquez pas George Elliott Clarke de Halifax, car c'est une grande présence sur scène.

Avec mon petit côté « balkans », je fréquenterai les écrivains de l'ex-Yougoslavie qui doivent débarquer à Montréal : David Albahari et Vladimir Tasic (des Serbes devenus canadiens), et Josip Novakovich (un Croate devenu américain). Un autre courant culturel, qui m'attire – l'Amérique latine –, sera représenté, non pas seulement par le grand Carlos Fuentes, mais aussi par la jeune génération, avec Jorge Volpi. Dans le même ordre d'idées, il ne faudrait pas manquer Antonio Skarmeta.

Mais le Metropolis Bleu est plus qu'une collection de thèmes. Il y aura des rockeuses comme Melissa auf der Maur (qui a eu le courage de jouer avec Courtney Love), des objets de curiosité comme Nelly Arcan (son premier livre s'intitule *Putain*, son deuxième, *Folle*), des bédésistes comme Kim Deitch et Billy Mavreas, et même un grand romancier classique comme Russell Banks, le plus canadien des écrivains américains.

Je ne manquerai pas non plus Farouk Mardam-Bey. Qui ça ? Voyons ! Vous ne connaissez pas son livre ? *Traité du pois chiche*, qui me guide dans ma cuisine, et cela, quotidiennement.



David Homel

CALENDRIER CULTUREL, PAS BÊTE DU TOUT !

LES SOIRÉES CINÉMA POLITICA

Inspirées grandement de leurs homologues de Concordia, les soirées engagées Cinéma politica de l'UQAM offrent pour la session d'hiver la projection de documentaires traitant d'enjeux politiques, économiques, sociaux, environnementaux et culturels, en présence des réalisateurs. Ces soirées sont gratuites et ouvertes à tous. Elles sont suivies d'une discussion.

Au bar Le Grimoire de l'Université du Québec à Montréal
450, Sainte-Catherine Est, pavillon Hubert-Aquin, local A-M640.

4 avril à 18 h..... *Musiques Rebelles Américas*, de Marie Boti et Malcolm Guy

11 avril à 18 h..... *Bacon le film*, de Hugo Latulippe et produit par l'ONF.

18 avril à 18 h..... *L'île aux fleurs*, de Jorge Furtado.

Pour de plus amples informations et la programmation détaillée : www.cinemapolitica.org

ÉVÉNEMENT PARLONS GÉNOCIDES

L'événement culturel, PARLONS GÉNOCIDES, commémorera les génocides du monde, du 18 au 30 avril 2005 à Montréal. L'événement, unique en son genre, rassemble spectacles, projections, expositions, rencontres et tables rondes. À l'heure où les génocides du monde ponctuent notre information quotidienne, sont-ils banalisés ou peut-on se responsabiliser pour que cela ne se reproduise pas ? PARLONS GÉNOCIDES invite le public à découvrir les témoignages, les réflexions et les créations d'hommes et de femmes tous héritiers, à leur manière, d'un génocide.

Les différentes activités se déroulent au Café de l'Usine, au Bistro-Bar Be-Bop, au Lion D'Or, au Kola Note et à l'ONF.

Pour information : Lousnak, organisatrice et porte-parole de l'événement (514) 807-2119

Festival de films engagés à Québec...
voir le monde autrement

Au Musée de la civilisation : 85, rue Dalhousie, Québec • Entrée gratuite.

Vendredi 8 avril

19 h 00..... Conférence : Où en est la ZLÉA en 2005 ?

19 h 30..... *Musiques rebelles Américas*, de Marie Boti et Malcolm Guy

Samedi 9 avril

10 h 00..... *The Big One*, de Michael Moore10 h 30..... *Musiques rebelles Québec*, de Marie Boti11 h 45..... *Santiago Cachai'Po*, de Marc-André Jutras12 h 30..... *La 4^e Guerre mondiale*, de Michael Franti et Suheir Hamad12 h 30..... *L'argent*, de Isaac Isitan

15 h 00..... Présentation de plusieurs courts métrages

15 h 45..... *Prouver la réalité*, de Ahmad, Myriam Desmarquis et Marc Caruso

Une présentation du Réseau du Forum social

Information : (418) 647-5853
www.reseauforum.org